



FORMATION POUR LES AVOCATS
TRAVAILLANT
AVEC DES ENFANTS SOUPÇONNÉS
OU
ACCUSÉS D'INFRACTION

GUIDE DU FORMATEUR



CLEAR-Rights est cofinancé par le Programme Justice de l'Union européenne (2014-2020)

Formation pour les avocats travaillant avec des enfants soupçonnés ou accusés d'infraction : guide du formateur

CLEAR Rights - Module de formation

Novembre 2022

Le présent document a été préparé par DCI Belgique dans le cadre du projet CLEAR-Rights.



Le présent guide du formateur compte parmi les aboutissements du projet CLEAR-Rights, cofinancé par le programme Justice de l'Union européenne. Le projet est dirigé par le bureau régional de Terre des hommes en Hongrie et mis en œuvre en partenariat avec Terre des hommes Roumanie, PILnet, l'Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme (France), Défense des Enfants International (Belgique) et Défense des Enfants Pays-Bas.

Le guide a été rédigé par Eva Gangneux (DCI Belgique) avec l'aide et les contributions de Laurent Beauthier (DCI Belgique), Emna Mzah Miralles (DCI Belgique), Marcos de Barros (Tdh Hongrie), Mariama Diallo (Tdh Hongrie), Silvia Randazzo (Tdh Hongrie), Zsuzsanna Rutai (PILnet), Giulia Patanè (PILnet), Victoire Nonne (AADH), Noanne Tennesson (AADH), Mihai Enache (Tdh Roumanie), Sharon Detrick (DCI ECPAT NL) et Eva Huls (DCI ECPAT NL).

Bruxelles, 2022



Le projet CLEAR-Rights est cofinancé par le programme Justice de l'Union européenne (2014-2020). Le contenu de ce document ne représente que le point de vue des auteurs et n'engage que leur seule responsabilité. La Commission européenne n'accepte aucune responsabilité quant à l'usage qui pourrait être fait des informations qu'il contient.

Co-financé par le
Programme Justice de
l'Union européenne
(2014-2020)



ÉLÉMENTS CLÉS CONCERNANT



CLEAR-Rights est coordonné par le bureau régional de Terre des hommes en Hongrie et mis en œuvre en partenariat avec Terre des hommes Roumanie, PILnet, l'Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme (France), Défense des Enfants International Belgique et Défense des Enfants ECPAT Pays-Bas.

Pour plus d'informations, scannez le QR code ou contactez : Marcos de Barros marcos.debarros@tdh.ch

POURQUOI CLEAR-RIGHTS

Pour de nombreux enfants en Europe, la justice pénale reste inéquitable. CLEAR-Rights vise à garantir que l'assistance juridique gratuite et spécialisée soit accessible à chaque enfant accusé ou suspecté pour une infraction.

POUR QUI ?

CLEAR-Rights soutient les professionnels de l'aide juridique et des systèmes pro bono, les acteurs de la justice des enfants et les enfants en conflit avec la loi.

NOTRE ACTION

Nous formons les professionnels du droit à fournir une assistance juridique adaptée aux enfants et renforçons la collaboration entre les professionnels de la justice des enfants. Les conseils consultatifs d'enfants évaluent et façonnent les outils d'évaluation et mènent des actions de plaidoyer sur les droits procéduraux des enfants.

OÙ ?

Le projet se concentre sur la Hongrie, la Roumanie, la Belgique, la France et les Pays-Bas. Les outils et matériels développés seront diffusés dans toute l'Europe.



Table des matières

Introduction.....	6
Pourquoi ce guide de formation ?.....	6
Instructions à l'intention des formateurs potentiels	6
Comment lire ce guide	7
Guides de formation pour la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Roumanie et la Hongrie.....	9
Éthique et approche du formateur	9
Sommaire du guide	9
Introduction de la session de formation	10
Accueil	10
Présentation des formateurs, de l'organisation et de tous les participants 15 minutes	10
Présentation du projet CLEAR-Rights et programme de la session 15 minutes	10
Module 1 – Les spécificités de la procédure pénale pour les enfants en conflit avec la loi : les connaître et les expliquer aux enfants	11
Présentation de la philosophie générale du système de justice pour les enfants soupçonnés, accusés ou reconnus coupables d'infraction - 20 - 30 minutes	12
Présentation : De l'infraction à la libération, description des différentes étapes de la procédure - 50 minutes.....	12
Exercice - Qui est qui ? - 30 minutes	12
Les droits procéduraux de l'enfant suspect au poste de police - brainstorming 20 minutes	13
Les droits procéduraux de l'enfant lors d'une audience avec un juge - brainstorming 15 minutes	14
Informers les enfants sur leurs droits et la procédure : support adapté aux enfants et jeu de rôle - 50 minutes.....	14
Présentation du dispositif - <i>Que peut-il se passer ensuite ?</i> 15 minutes	14
Informers un enfant - Jeu de rôle - 30 minutes	15
Récapitulatif - Conseils 5 minutes	15
Module 2 – La justice adaptée aux enfants - De la théorie à la pratique	17
Activité de brainstorming, que signifie pour vous la « justice adaptée aux enfants » ? Co-construction d'une définition - 15 minutes.....	17
Présentation : Qu'est-ce que la justice adaptée aux enfants ? Présentation du contenu des Lignes directrices du Conseil de l'Europe - 60 minutes.....	17
Étude de cas - Comment mettre en œuvre les principes d'une justice adaptée aux enfants ? - 45 minutes.....	18
Module 3 - Le rôle de l'avocat des enfants en conflit avec la loi : le porte-parole	19
Dans la peau d'un jeune - <i>jeu de rôle avec cas</i> - 45 minutes	19
Écoutons ce que les jeunes ont à dire - 25 minutes	20

Que disent les autres professionnels ? - Témoignages d'autres professionnels - 15 minutes	20
Que disent les normes européennes et internationales ? - 30 minutes	21
Le rôle spécifique de l'avocat pro bono (activité facultative en fonction des participants) - 15 minutes	21
Module 4 - Comment communiquer avec un enfant / adolescent en conflit avec la loi - transmettre des informations adaptées aux enfants.....	22
Jeu de rôle - 60 minutes	22
Présentation PowerPoint sur la communication avec de courts exercices - environ 1h30.....	23
Module 5 – Notions de psychologie : psychologie de l'enfance, développement de l'adolescence et introduction à l'assistance juridique tenant compte des traumatismes.	25
Présentation de la psychologie des adolescents et des spécificités liées aux enfants en conflit avec la loi - 60 minutes	25
Présentation sur les traumatismes liés à la délinquance - 30 minutes	26
La fenêtre de tolérance - Réponses liées aux traumatismes et à l'anxiété et introduction à l'« assistance juridique tenant compte des traumatismes » - 15 minutes.....	26
Quand l'avocat doit-il orienter son jeune client vers un autre professionnel ? Liste pour l'évaluation de la santé mentale (Lignes directrice de CLEAR Rights) - 15 minutes.....	26
Éléments d'autosoins et traumatisme secondaire des avocats - 20 minutes	26
Module 6 – Les mécanismes internationaux de défense des droits de l'enfant.....	28
Présentation des mécanismes onusiens et européens - 60 minutes.....	28
Analyser les avantages et les inconvénients de ces mécanismes - exercice de 20 minutes.....	28
Étude de cas : quel mécanisme dois-je utiliser pour défendre les droits de mon jeune client ? 30 minutes.....	29
Considérations éthiques - brainstorming et présentation PowerPoint 10 minutes	29
Module 7 – Pro Bono 101 / Principes fondamentaux et bonnes pratiques.....	31
Présentation sur ce qu'est ou n'est pas le pro bono - 15 minutes.....	31
Présentation sur la façon de trouver des affaires pro bono - 15 minutes	31
Bonnes pratiques - 30 minutes.....	32
Conclusion et évaluation	33
Synthèse - 15 minutes	33
Formulaires d'évaluation - 10 minutes.....	33
Bibliographie et autres outils utiles pour les formateurs.....	34

Introduction

Pourquoi ce guide de formation ?

Lorsqu'un enfant est accusé, poursuivi ou reconnu coupable d'avoir commis une infraction, il est confronté à un système judiciaire très souvent insuffisamment adapté à ses besoins spécifiques en tant qu'enfant. Dans ce contexte, la protection de ses droits, notamment procéduraux, dépend en grande partie de la qualité et du caractère adapté de l'aide juridique dont il bénéficie.

Cependant, pour pouvoir fournir une aide et une représentation appropriées aux enfants dans ce type de situations, un avocat doit posséder non seulement des compétences et des connaissances juridiques spécifiques (par exemple concernant les procédures qui s'appliquent aux enfants ou leurs droits procéduraux particuliers), mais aussi la capacité de rassembler des connaissances dans d'autres disciplines (par exemple la psychologie) et des compétences non techniques (par exemple savoir comment communiquer efficacement avec un enfant).

De nombreuses normes européennes et onusiennes prévoient l'absolue nécessité pour les professionnels de l'aide juridique de suivre une formation spécifique, tant initiale que continue, afin de pouvoir aider un enfant. Les normes internationales prévoient notamment que la formation doit être multidisciplinaire et permettre aux professionnels d'acquérir des connaissances et des compétences pratiques concernant les droits de l'enfant, la communication avec les enfants, l'adaptation des procédures aux enfants, la psychologie de l'enfant et son développement.

Par exemple, selon les Lignes directrices du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants, *« Tous les professionnels travaillant avec et pour les enfants devraient suivre la formation interdisciplinaire nécessaire sur les droits et les besoins spécifiques des enfants de différentes catégories d'âge ainsi que sur les procédures adaptées à ces derniers. Les professionnels en contact direct avec des enfants devraient également être formés à communiquer avec des enfants de tous âges et degrés de développement, et avec ceux qui se trouvent dans des situations de vulnérabilité particulière »*.¹

Il est donc recommandé aux autorités de faire bénéficier aux avocats d'une formation initiale spécialisée, avancée et gratuite sur les droits des enfants et les questions liées à la jeunesse. En outre, elles devraient proposer une formation continue spécialisée traitant des questions de justice des mineurs.

Le présent guide a pour objectif de s'associer à cet effort afin de renforcer la capacité des avocats à mener à bien leur travail avec les enfants de la meilleure façon possible.

Instructions à l'intention des formateurs potentiels

Le présent guide comprend 7 modules : nous invitons les formateurs à les combiner et à les adapter, pour la totalité ou certains d'entre eux, au contexte national ou local spécifique, afin de répondre aux besoins spécifiques de formation des avocats dans le domaine de la justice des enfants, et dans le but de faire bénéficier d'une formation ciblée les avocats qui représentent ou souhaitent représenter des enfants accusés, soupçonnés ou reconnus coupables d'avoir commis une infraction.

¹ Lignes directrices du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants, nov. 2010, page 23, disponible en ligne : <https://rm.coe.int/16804b2cf3>.

Ces modules ont été élaborés en tenant compte des éléments qui devraient être inclus dans la formation des avocats d'enfants selon les normes internationales. Ce guide tient également compte du fait que, dans tous les pays européens, les avocats qui souhaitent représenter des enfants n'ont pas le même niveau de formation, et qu'ils ont donc des besoins différents en ce qui concerne leur formation continue.

Nous invitons les formateurs à composer le programme de formation le plus approprié en sélectionnant et en combinant les modules proposés dans ce guide et également en les écourtant en fonction de leurs calendriers spécifiques. À cet effet, en premier lieu, les formateurs doivent toujours considérer et évaluer les besoins de formation spécifiques des avocats dans leur contexte local/national.

À titre d'exemple, en France, l'AADH (Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme) organise une formation d'une journée destinée aux avocats *pro bono* et spécialisés dans l'aide juridique qui propose le programme suivant : introduction de la journée, module 1, module 5, module 7, conclusion de la journée.

Comment lire ce guide

Chaque module est présenté avec les éléments suivants :



Objectifs spécifiques du module : Afin d'aider les formateurs à choisir les modules les plus appropriés pour leur formation, puis à les présenter aux participants potentiels, ils trouveront pour chaque module un aperçu de ce que les participants doivent savoir et/ou seront capables de réaliser à la fin de ce module spécifique.



Compétences : les compétences acquises au cours de ces modules peuvent avoir trait au droit international, au droit national mais aussi à d'autres disciplines telles que la psychologie ou des compétences non techniques.



Durée : Pour chaque session, il est inclus une durée indicative. Cependant, la durée de chaque exercice et présentation dépend de l'adaptation locale qui en est faite. Nous conseillons donc aux formateurs de vérifier les durées au préalable et de ne pas se fier entièrement aux durées suggérées dans ce guide.

Pourquoi choisir un module et sa valeur ajoutée

Ce guide de formation a été élaboré sur la base d'une analyse des besoins en formation des avocats d'enfants et des dispositions des normes internationales à ce sujet. Dans chaque module, ce paragraphe présente la valeur ajoutée du module à la lumière de ces deux éléments.

Sommaire

Les principales étapes du module sont décrites dans ce paragraphe.



Supports nécessaires pour le module : Dans chaque module figure une liste des supports nécessaires pour couvrir les principaux contenus. Ces supports incluent généralement des présentations PowerPoint (diapositives et leur description dans la partie commentaires de chaque diapositive), des exercices et des références à des documents de travail supplémentaires.



Ressources supplémentaires : Pour les formateurs, la lecture des supports supplémentaires permet d'anticiper les questions et de trouver des informations plus spécifiques. Certains des modules proposés dans ce guide sont une adaptation de supports existants sur l'assistance juridique aux enfants. Si tel est le cas, le support est mentionné dans les ressources supplémentaires.

D'autres icônes sont utilisées pour mettre en évidence le type d'activité proposé :



Co-développer ou adapter en prenant en compte la voix des enfants : intégrer la voix des enfants à la formation est très important et contribue à la mise en œuvre de l'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Dans certains modules, nous signalons spécifiquement les possibilités d'inclure les témoignages des enfants avec lesquels vous vous êtes entretenus au cours du processus d'adaptation au contexte national. Nous invitons toutefois les formateurs à inclure les voix des enfants dans tous les modules.



Présentations : la plupart des supports utilisés pendant la formation sont des présentations préparées par le(s) formateur(s) sur la base de la présentation PowerPoint proposée pour chaque module de ce guide.



Exercices : différents exercices en petits groupes sont proposés pour les différents modules. Pour les professionnels, la formation est une très bonne opportunité de partager leurs points de vue, les défis auxquels ils sont confrontés et les pratiques prometteuses : ces exercices en petits groupes favorisent ce type d'interactions.



Brainstorming : dans leur travail, les participants sont des experts. Les séances de brainstorming leur permettent donc de partager leurs réflexions et leurs contributions sur les différents thèmes avec tous les autres participants. En plus de ces moments d'échanges planifiés, les formateurs sont encouragés à toujours favoriser la participation des participants (à chaque exercice et présentation).



Jeux de rôle : les participants sont encouragés et invités à se mettre à la place d'une autre personne (souvent l'enfant). Les modules comportent donc des jeux de rôle dont certains sont basés sur des études de cas.

Guides de formation pour la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Roumanie et la Hongrie

Le présent guide de formation a été utilisé pour l'élaboration de la formation au niveau local par les partenaires du projet CLEAR-Rights en France (AADH), dans la communauté francophone de Belgique (DEI Belgique), aux Pays-Bas (DEI ECPAT NL), en Roumanie (Tdh Roumanie) et en Hongrie (PILnet).

Vous trouverez sur cette page web des supports de formation adaptés à ces pays : ...

Éthique et approche du formateur

Les formateurs qui ont l'intention d'organiser une formation pour les avocats à l'aide de ce guide sont encouragés :

- À instaurer et maintenir un environnement convivial et fiable favorisant des interactions positives entre les participants ainsi qu'entre les participants et les formateurs ;
- À encourager la participation active des participants ;
- À reconnaître que les participants sont des experts dans leur domaine et à encourager le partage d'expériences ;
- À apporter aux participants des connaissances liées aux droits de l'enfant (conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant) ;
- À prévoir des pauses appropriées.

Sommaire du guide

Le guide propose les modules suivants :

- Introduction de la session de formation ;
- Module 1 – Les spécificités de la procédure pénale pour les enfants en conflit avec la loi : les connaître et les expliquer aux enfants ;
- Module 2 – La justice adaptée aux enfants - De la théorie à la pratique
- Module 3 - Le rôle de l'avocat des enfants en conflit avec la loi : le porte-parole
- Module 4 - Comment communiquer avec un enfant / adolescent en conflit avec la loi - transmettre des informations adaptées aux enfants
- Module 5 - Notions de psychologie : psychologie de l'enfance, développement de l'adolescence et introduction à l'assistance juridique tenant compte des traumatismes
- Module 6 – Les mécanismes internationaux de défense des droits de l'enfant
- Module 7 – Pro bono 101 - Principes fondamentaux et bonnes pratiques
- Conclusion et évaluation de la session de formation

Le contenu de chaque module, à savoir les exercices et les présentations théoriques, est détaillé dans un document PowerPoint disponible sur le site web : ...

Note : L'utilisation du genre masculin a été adoptée pour faciliter la lecture mais n'a aucune intention discriminatoire.

Introduction de la session de formation



30 minutes

Étapes

Accueil

Accueillez les participants et, si vous avez le temps, organisez une courte activité pour briser la glace et démarrer la session.

Vous pouvez, par exemple, briser la glace de la manière suivante : terminer la phrase « Un avocat de la jeunesse est... » et l'écrire sur un post-it, puis créer un nuage de mots avec le post-it ou utiliser Mentimeter.

Présentation des formateurs, de l'organisation et de tous les participants 15 minutes

Nous recommandons aux formateurs de commencer par se présenter et présenter l'association ou l'organisation qui accueille la formation : cela aidera les participants à situer la formation et son contenu. Ensuite, donnez la parole aux participants pour qu'ils se présentent en quelques mots et disent ce qu'ils attendent de cette formation : en savoir un peu plus sur les participants est important à la fois pour le formateur - cela lui permet d'adapter le contenu aux participants - et pour tous les participants qui apprendront à mieux se connaître. Ce programme de formation leur demande de travailler ensemble sur différents exercices. Il est donc important de favoriser une bonne communication entre eux. Par ailleurs, représenter un enfant nécessite parfois de pouvoir collaborer avec d'autres professionnels et/ou de demander conseil à ses pairs : la formation doit donc également être un moment de rencontre.

Présentation du projet CLEAR-Rights et programme de la session 15 minutes

Il est également essentiel de présenter le projet CLEAR-Rights aux participants, la formation ayant été développée dans le cadre de ce projet. À l'aide du PowerPoint intitulé « Introduction de la session », prenez quelques minutes pour présenter le projet (ses objectifs, les associations qui le proposent, les pays concernés, le financement par la Commission européenne et insistez sur les différentes ressources développées dans le cadre du projet qui pourront ensuite être utiles aux participants). Puis, à l'aide du même PowerPoint, présentez le programme de la journée.



La présentation PowerPoint intitulée "Introduction de la session".
La liste des participants

Aspects pratiques

Demandez à tous les participants de signer la liste de présence.

Module 1 – Les spécificités de la procédure pénale pour les enfants en conflit avec la loi : les connaître et les expliquer aux enfants



1. Connaître les procédures spécifiques applicables aux enfants soupçonnés ou accusés d'infraction ;
2. Connaître les droits procéduraux des enfants et les possibilités de recours ;
3. Découvrir les supports adaptés aux enfants pour expliquer correctement la procédure à l'enfant client.



Juridique, droit national, droits procéduraux, droit international (peu), informer l'enfant.



Environ 4 heures

Pourquoi choisir ce module et sa valeur ajoutée

Ce module a une nature **principalement juridique**, et vous pouvez l'intégrer à votre formation si les avocats ne connaissent généralement pas la procédure spécifique concernant les enfants ou si le système a été récemment réformé dans votre pays.

Ce module sera l'occasion de :

- Fournir aux participants des **informations juridiques précises sur le droit et les procédures nationales applicables**.
- Développer **une première réflexion sur le contenu et la mise en œuvre des normes internationales** (votre droit national est-il conforme aux exigences internationales, dans quelle mesure ?)
- **Commencer à aborder le fait qu'en matière de justice pour les enfants, la mise en œuvre de ces droits procéduraux nécessite également des compétences et des attitudes qui ne sont pas purement juridiques** (par exemple, l'enfant a le droit d'être informé de ses droits, ce qui suppose qu'il doit être informé en utilisant un langage adapté à son âge et à sa situation).
- **Remettre aux participants des supports adaptés aux enfants** qu'ils pourront utiliser pour présenter la procédure à leurs futurs enfants clients (un schéma de la procédure).

Contenu

Les procédures sont très différentes d'un pays à l'autre et le niveau de connaissance des participants dépend principalement de votre public cible. En conséquence, la structure suivante n'est donnée qu'à titre de suggestion. Vous pouvez supprimer certaines étapes et/ou modifier la durée.



Présentation de la philosophie générale du système de justice pour les enfants soupçonnés, accusés ou reconnus coupables d'infraction - 20 - 30 minutes

La première partie de ce module est une présentation de l'approche, de la composante principale et des normes du système de justice pour les enfants soupçonnés, accusés ou reconnus coupables d'une infraction.

Vous commencerez par présenter les principales normes internationales et européennes (ONU, UE et Conseil de l'Europe), puis vous donnerez brièvement quelques informations de base concernant l'approche du système dans votre pays (la principale loi sur la justice des mineurs, le code de la justice des mineurs ou même les documents préparatoires de ces lois peuvent fournir une bonne explication de la philosophie et des objectifs du système de justice des enfants soupçonnés ou accusés dans votre pays).

Ces informations sont un préalable important à la présentation de la procédure proprement dite aux avocats, car elle leur permettra non seulement de connaître la procédure mais aussi de comprendre son but et les objectifs généraux.



Présentation : De l'infraction à la libération, description des différentes étapes de la procédure - 50 minutes

Les avocats qui ont l'intention de représenter un enfant soupçonné ou accusé d'infraction, ou qui en ont *ponctuellement* l'occasion, doivent connaître la procédure spécifique qui s'applique aux enfants. À cette fin, dans cette deuxième partie du module, nous proposons aux formateurs de présenter les spécificités de la procédure au niveau national, avec un exposé d'environ 50 minutes.

Dans cet exposé, les formateurs sont encouragés à inclure :

- Les sources juridiques nationales pertinentes : article de la Constitution, lois, code ou tout type de réglementation et, le cas échéant, la jurisprudence ;
- Une définition de l'enfant et de l'âge de la responsabilité pénale ;
- Une description complète des différentes phases de la procédure (instruction, jugement, exécution de la peine/mesure, appel) et des institutions concernées (existe-t-il des forces de l'ordre spécialisées pour les enfants ? Existe-t-il un procureur spécialisé pour les enfants, un juge de la jeunesse, des services de protection de l'enfance, etc.... ?) ;
- Insister sur le rôle de l'avocat selon le droit national et la jurisprudence (par exemple, à quelles étapes l'avocat doit-il être (physiquement) présent ?) ;
- Vue d'ensemble des différentes mesures/peines dont il peut être décidé pour répondre à un enfant soupçonné/accusé d'avoir commis une infraction.



Exercice - Qui est qui ? - 30 minutes

Le but de cet exercice, qui porte principalement sur les acteurs et les institutions, est de s'assurer que les participants intègrent les informations décrites dans la session précédente, mais aussi qu'ils connaissent tous les acteurs et institutions qui peuvent intervenir dans une affaire concernant un enfant, par exemple les

institutions de protection de l'enfance, les psychologues, les travailleurs sociaux, etc. C'est donc l'occasion pour vous de présenter le rôle et les missions de chacun d'entre eux.

Créez un schéma représentant les différentes phases de la procédure (enquête, phase préalable au procès, procès, exécution de la peine, appel, etc.) à l'aide de cadres. Dressez une liste de ces parties prenantes (police, victime, procureur, juge, jury, cour d'appel, avocat, service de médiation, service de protection de la jeunesse, bureau de probation des jeunes, etc.). Répartissez les participants en groupes de 3 à 4 personnes et demandez-leur de discuter de la place de chaque partie prenante aux différents stades de la procédure. Après 15-20 minutes, les participants reviennent, présentent leurs réflexions et discutent avec l'ensemble du groupe : à la fin de la discussion, le tableau contient toutes les informations sur le rôle de chacun de ces acteurs tout au long de la procédure.

Pour cet exercice, un exemple figure dans la présentation PowerPoint dans la partie 3 « *Qui est qui ?* », diapositive 18 du module.



Les droits procéduraux de l'enfant suspect au poste de police - brainstorming 20 minutes

Il est fondamental que les avocats veillent à ce que les droits de leurs jeunes clients soient respectés lorsqu'ils sont en contact avec la police. En outre, ils ont le devoir d'informer leurs clients de leurs droits. Effectuez une activité de brainstorming afin de vérifier si les participants ont tous ces droits en tête et s'ils savent comment réagir lorsque ces droits ne sont pas respectés ou sont violés. Cette discussion peut être l'occasion pour certains participants de témoigner de pratiques qu'ils observent et qui sont contraires aux droits de l'enfant (violations ponctuelles ou systémiques des droits de l'enfant). Si tel est le cas, permettez aux autres participants de suggérer des recours/actions possibles et, s'ils s'en abstiennent, les formateurs doivent suggérer ceux-ci aux avocats.

Démarrez la discussion en demandant aux participants de répondre à la question suivante : quels sont les droits des enfants suspects lorsqu'ils sont arrêtés par la police ?

Inscrivez les réponses des participants sur le tableau noir/le chevalet ou sur une autre diapositive du PowerPoint.

À la fin de la discussion, assurez-vous d'avoir couvert les questions suivantes :

- Le droit de l'enfant d'appeler ses parents, ses tuteurs ou une autre personne ?
- Le droit au silence
- Le droit d'être informé des accusations portées contre lui
- Le droit à un avocat (avant et pendant l'audience)
- Le droit à un interprète
- Le droit de partir ou de rester
- La durée maximale de la garde à vue
- L'accès à un médecin
- La lecture et la modification du procès-verbal de l'audience
- L'usage de contraintes par la police en dernier recours



Les droits procéduraux de l'enfant lors d'une audience avec un juge - brainstorming 15 minutes

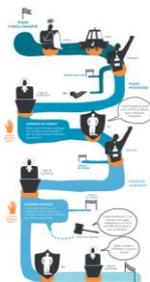
Les audiences avec les juges sont une autre étape très importante de la procédure pour les enfants en conflit avec la loi. Prenez 10 à 15 minutes pour une nouvelle séance de brainstorming avec les participants. Si certains participants mentionnent des pratiques qu'ils observent et qui sont contraires aux droits de l'enfant (violations ponctuelles ou systémiques des droits de l'enfant), les autres participants peuvent suggérer des recours/actions possibles et, s'ils s'en abstiennent, les formateurs doivent suggérer ceux-ci aux avocats.

Démarrez la discussion en demandant aux participants de répondre à la question suivante : quels sont les droits des enfants avant et pendant une audience avec un juge ?

Inscrivez les réponses des participants sur le tableau noir/le chevalet ou sur une autre diapositive du PowerPoint.

À la fin de la discussion, assurez-vous d'avoir couvert les problématiques suivantes :

- La présence de l'enfant (obligatoire)
- La présence de l'avocat
- Les informations communiquées par l'avocat avant l'audience
- Le droit au silence
- Le droit d'être entendu/de participer
- Les informations communiquées par l'avocat après l'audience
- L'interprétation
- La durée de l'audience
- Le recours à des mesures de contrainte/limitation de la liberté, etc.



Informez les enfants sur leurs droits et la procédure : support adapté aux enfants et jeu de rôle - 50 minutes

Les avocats d'enfants ont le rôle très important d'informer correctement les enfants sur leurs droits et la procédure. Cette dernière partie du module vise à :

- Fournir aux participants un document adapté aux enfants qu'ils peuvent utiliser avec leurs jeunes clients pour leur expliquer la procédure (schéma intitulé *Que peut-il se passer ensuite ?*).
- Mettre les participants en situation d'informer les enfants d'une manière adaptée à la situation et à leurs besoins spécifiques (carte de jeu/jeu de rôle).
- Conclure par une liste de conseils concernant les informations à donner à l'enfant.

Présentation du dispositif - *Que peut-il se passer ensuite ?* 15 minutes



Adaptez le schéma de la procédure disponible [ici](#) à votre procédure nationale, puis présentez-le aux avocats afin qu'ils puissent l'utiliser à l'avenir avec leurs jeunes clients.

Vous trouverez toutes les informations qui vous aideront à adapter le schéma à votre contexte national dans ce manuel étape par étape <https://lachild.eu/wp-content/uploads/2021/11/Step-by-step-Manual-How-to-adapt-it.pdf> (vous pouvez même adapter le guide complet à votre contexte national). → Pour les partenaires de CLEAR-Rights, je peux vous aider en ce qui concerne la partie technique de l'adaptation du schéma.

Distribuez des exemplaires aux participants et discutez brièvement avec eux de l'utilisation de documents d'aide adaptés aux enfants concernant les informations à fournir aux jeunes clients. Les participants doivent également être encouragés à partager avec les autres les documents adaptés aux enfants qu'ils utilisent.



Informer un enfant - Jeu de rôle - 30 minutes

Ce jeu de rôle donne l'occasion aux participants de s'exercer au niveau de la manière dont ils informent leurs jeunes clients sur leurs droits et la procédure. Chacun devra jouer le rôle d'un avocat et celui d'un enfant.

Avant la formation : adaptez les cartes disponibles sur le PowerPoint du module de la partie 6 « *Informer le jeune sur ses droits et la procédure* » dans les langues nationales et/ou au contexte national si nécessaire. Imprimez-les.

Étapes du jeu de rôle :

1. Demandez aux participants de se mettre par deux ;
2. Donnez à chaque binôme les 8 cartes disponibles dans le PowerPoint, plus précisément aux participants A les « cartes A » et aux participants B les « cartes B » ;
3. Les binômes ont environ 20 minutes pour jouer les 4 situations. Informez les participants qu'ils ne reçoivent pas les mêmes informations s'ils sont un avocat ou un enfant. Les participants jouant les avocats ont pour mission d'informer correctement l'enfant sur ses droits et la procédure. Ils disposent de 4 à 5 minutes par situation, pendant lesquelles ils doivent : lire la situation, simuler la situation, prendre des notes sur leurs cartes, terminer le jeu et échanger avec leur binôme sur leurs impressions et ce qu'ils ont écrit.
4. Accordez 5 minutes à l'ensemble du groupe afin de les laisser retourner à leur place et réfléchir aux principaux défis auxquels ils ont été confrontés pendant le jeu de rôle.

=> Insistez auprès des participants sur le fait qu'il est très important qu'ils se mettent dans la peau de leur personnage : quand ils jouent leur rôle, ils ne doivent pas parler à la troisième personne mais réellement incarner le personnage qui leur est attribué.

Récapitulatif - Conseils 5 minutes

À partir des pages 41 à 43 des [Lignes directrices pour une aide juridique adaptée aux enfants en conflit avec la loi - Recommandations et bonnes pratiques destinées aux prestataires d'aide juridique et aux décideur.se.s politiques](#), résumez toutes les

informations clés sur la façon d'informer un enfant. Voir les informations de ce récapitulatif sur le PowerPoint (diapositives 28 et 29).



- La présentation PowerPoint intitulée « Module 1 - procédures pénales pour les enfants en conflit avec la loi » et tous les commentaires qu'elle contient.
- Schéma imprimé et liste des institutions et des acteurs pour l'exercice *Qui est qui ?*
- Schéma de la procédure pour les enfants « Que peut-il se passer ensuite ? » (extrait du *guide Connais tes droits*) (1 exemplaire par participant)
- Cartes du jeu de rôle



Afin de préparer ce module, **consultez et utilisez la présentation PowerPoint fournie**. Vous trouverez également des informations complémentaires dans les documents suivants :

Lignes directrices pour une aide juridique adaptée aux enfants en conflit avec la loi - Recommandations et bonnes pratiques destinées aux prestataires d'aide juridique et aux décideurs politiques : https://lachild.eu/wp-content/uploads/2021/10/LA-CHILD_EN_LowRes.pdf.

Défense des enfants international (DEI) - Belgique, Guide pratique de l'avocat - Comment défendre un enfant en conflit avec la loi ?, Projet Mon avocat, mes droits, <https://lachild.eu/wp-content/uploads/2016/05/PRACTICAL-GUIDE-FOR-LAWYERS.pdf>

Guide pour les enfants en conflit avec la loi, *Connais tes droits* <https://lachild.eu/wp-content/uploads/2021/11/Know-ur-rights-FinalBrochureEN.pdf>

Le manuel étape par étape pour adapter le guide à votre contexte national <https://lachild.eu/wp-content/uploads/2021/11/Step-by-step-Manual-How-to-adapt-it.pdf>

Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observation générale n°24 sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour enfants CRC/G/GC/24 <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G19/275/57/PDF/G1927557.pdf?OpenElement>

Module 2 – La justice adaptée aux enfants - De la théorie à la pratique



1. Découvrez les [lignes directrices du Conseil de l'Europe](#) sur une justice adaptée aux enfants, leurs principes et comment les mettre en œuvre pendant la procédure (au commissariat, avant la procédure, pendant la procédure, après la procédure) ;
2. Comprendre comment mettre en œuvre ces principes dans la pratique quotidienne avec les enfants en conflit avec la loi.



Droit international, droits de l'enfant, droits procéduraux



Environ 2 heures

Pourquoi choisir ce module et sa valeur ajoutée

Ce module est une introduction à la justice adaptée aux enfants, à ses principes (participation, meilleurs intérêts, dignité, protection contre la discrimination, état de droit) et à la manière de la mettre en œuvre. Les Lignes directrices sur une justice adaptée aux enfants du Conseil de l'Europe, mentionnées ci-dessus, sont particulièrement utiles pour comprendre les spécificités du travail avec les enfants et la manière de mettre en œuvre les droits de l'enfant dans les procédures judiciaires, car elles donnent à la fois des orientations générales et des conseils très pratiques pour mettre en œuvre les droits de l'enfant.

Contenu

Ce module est une adaptation en anglais de la formation créée par DEI Belgique qu'elle organise régulièrement pour les avocats et les autres professionnels qui travaillent avec des enfants en Belgique.

Activité de brainstorming, que signifie pour vous la « justice adaptée aux enfants » ? Co-construction d'une définition - 15 minutes

Au cours de cette activité de brainstorming, les participants sont invités à co-construire, en petits groupes de 4 à 5 participants, une définition de la « justice adaptée aux enfants ».

Présentation : Qu'est-ce que la justice adaptée aux enfants ? Présentation du contenu des Lignes directrices du Conseil de l'Europe - 60 minutes

La présentation PowerPoint fournie pour ce module reprend les principaux éléments abordés dans les Lignes directrices sur la justice adaptée aux enfants du Conseil de l'Europe : la définition de la justice adaptée aux enfants, le champ d'application, l'objectif, les principes fondamentaux et leurs dispositions pour chaque étape de la procédure (au commissariat, pendant le procès, après, etc...).

Étude de cas - Comment mettre en œuvre les principes d'une justice adaptée aux enfants ? - 45 minutes

En petits groupes de 4 à 5 personnes, les participants sont invités à analyser la situation d'un enfant confronté à la justice et à analyser comment mettre en œuvre les principes d'une justice adaptée aux enfants dans cette situation.



- PowerPoint intitulé « Module 2 - Justice adaptée aux enfants - De la théorie à la pratique ».
- Étude de cas imprimée



[Lignes directrices du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants](#)

Module 3 - Le rôle de l'avocat des enfants en conflit avec la loi : le porte-parole



Le but de ce module est de parler du rôle de l'avocat pour les enfants en conflit avec la loi. Selon le droit international, l'avocat doit être le porte-parole de l'enfant à tout moment et a des devoirs spécifiques, notamment celui d'être présent à chaque étape de la procédure, d'informer l'enfant et de le protéger lorsqu'il est privé de liberté. Cependant, tous les avocats ne savent pas exactement quel est leur rôle selon les normes internationales alors qu'il s'agit d'une exigence importante pour qu'ils puissent fournir une assistance juridique adaptée aux enfants. Afin de comprendre réellement le rôle de l'avocat pour enfants et comment le remplir, il est important de le voir à travers les yeux des enfants et des autres professionnels.

Voici ce que propose ce module : analyser et comprendre le rôle de l'avocat des enfants et comment l'assumer pleinement au regard des normes internationales, grâce aux contributions des enfants et des autres professionnels ainsi qu'aux échanges entre les participants.



Compétences non techniques, droit international



Environ 2 heures et 10 minutes

Pourquoi choisir ce module et sa valeur ajoutée

En plus de l'apprentissage des normes internationales, les participants ont l'opportunité d'enrichir leur pratique grâce aux témoignages d'enfants et d'autres professionnels. L'exercice proposé dans ce module (un jeu de rôle) et les témoignages donnent aux participants des exemples concrets de mise en œuvre des normes et recommandations internationales (par exemple, *l'écoute d'un témoignage où un jeune explique comment son avocat a instauré la confiance (ou non)*).

Contenu

Dans la peau d'un jeune - jeu de rôle avec cas - 45 minutes



Les participants sont répartis en petits groupes et il leur est demandé de se mettre dans la peau d'un jeune soupçonné ou accusé, et de décrire ce qu'il attend de son avocat.

Retrouvez les 5 cas dans le PowerPoint du module, intitulé « Module 3 - Le rôle de l'avocat des enfants ». Créez des groupes et expliquez l'exercice aux participants.

=> Insistez auprès des participants sur le fait qu'il est très important qu'ils se mettent dans la peau de leur personnage : en jouant leur rôle, ils

doivent s'exprimer à la première personne (« Je suis ... » - nom du jeune dans la situation - ou « J'attends que ... »).

↳ Insistez également sur le fait que leurs attentes peuvent grandement dépendre des compétences non techniques et de l'attitude de l'avocat.

Donnez une étude de cas à chaque groupe, laissez-les travailler dessus pendant 10 à 15 minutes et demandez à chaque groupe de partager ses réflexions avec tous les participants au cours d'une deuxième phase de l'exercice (15 - 20 minutes).



Écoutons ce que les jeunes ont à dire - 25 minutes

Chaque jeune est différent et a une compréhension et des attentes différentes face à une situation et à son avocat. Après avoir essayé de se mettre dans la peau d'un.e jeune, écoutez, avec les participants, les témoignages de jeunes qui ont été en conflit avec la loi et qui révèlent ce qu'ils ont apprécié ou non dans leur relation avec leur avocat.e.

Avant la formation, le formateur doit interroger un ou plusieurs jeunes qui ont eu une expérience du système judiciaire et leur demander :

- Avez-vous eu un avocat ?
- Avez-vous fait confiance à votre avocat ?
- Dans l'affirmative, qu'est-ce qui vous a poussé à lui faire confiance ?
- Si tel n'était pas le cas, pourquoi ne pas lui avoir fait confiance ?

Le formateur doit interroger ces jeunes en respectant les principes d'éthique, de confidentialité et les droits de l'enfant.

Projetez l'un des enregistrements et demandez aux participants de faire part de leurs impressions. Projetez l'autre et demandez à nouveau aux participants d'échanger leurs points de vue.

Enfin, une vidéo créée par le Children Advisory Board (CAB) en Hongrie est projetée. Les jeunes membres du CAB parlent d'un point de vue différent des témoignages précédents, n'étant jamais été en conflit avec la loi. Ils répondent à deux questions :

- Qui est l'avocat idéal selon vous ?
- À quoi ressemble un environnement sûr selon moi ?

Projetez la vidéo et demandez aux participants de faire part de leurs réflexions.



Que disent les autres professionnels ? - Témoignages d'autres professionnels - 15 minutes

Cette fois-ci, c'est du point de vue d'autres professionnels qui interviennent dans les procédures de justice des mineurs que nous vous proposons de (re)découvrir le rôle de l'avocat d'enfants. Vous trouverez dans la présentation PowerPoint du module 3 les témoignages de ces

professionnels, qui ont été recueillis en Belgique lors du projet LA Child², puis lors du projet CLEAR Rights. Au moment de l'adapter au niveau national, nous vous invitons à intégrer les témoignages recueillis dans votre pays auprès de différents professionnels.

Afin de mener à bien leur mission, les avocats d'enfants doivent également être capables de collaborer avec d'autres professionnels, et cette partie du module abordera cette question.

Lisez (ou projetez) les témoignages des autres professionnels sur le PowerPoint et invitez les participants à réagir.

Que disent les normes européennes et internationales ? - 30 minutes



À l'aide de la présentation PowerPoint (basée sur les [Lignes directrices de LA Child pour une aide juridique adaptée aux enfants en conflit avec la loi, Recommandations et bonnes pratiques destinées aux prestataires d'aide juridique et aux décideur.se.s politiques](#)), présentez quel est le rôle et la mission de l'avocat des enfants en conflit avec la loi selon les normes internationales.

Cette présentation théorique du rôle de l'avocat à travers le prisme des normes internationales nous permet de résumer les principaux éléments ayant émergé lors des discussions et de leur donner une nouvelle perspective : celle du droit international.



Le rôle spécifique de l'avocat pro bono (activité facultative en fonction des participants) - 15 minutes

À l'aide de la présentation PowerPoint, présentez ce qu'est le *pro bono* et comment il peut être organisé pour les avocats des enfants.



- Présentation PowerPoint intitulée « Module 3 - Le rôle de l'avocat des enfants ... »
- Études de cas imprimées pour la première partie du module « Dans la peau d'un jeune - jeu de rôle avec cas » (disponible dans le PowerPoint)
- Orateurs pour projeter une vidéo et des enregistrements audio
- Enregistrements d'un ou deux jeunes ayant eu des démêlés avec la justice, témoignant de leur expérience avec leur avocat.



[Lignes directrices de LA Child pour une aide juridique adaptée aux enfants en conflit avec la loi, Recommandations et bonnes pratiques destinées aux prestataires d'aide juridique et aux décideur.se.s politiques](#)

² Le projet LA Child a été coordonné par l'Institut de droit du Centre lituanien des sciences sociales et dirigé en Belgique par DEI Belgique et en Albanie par le Centre pour les lois et pratiques intégrées. Plus d'informations sur le projet : <https://lachild.eu/the-projects/la-child/presentation-of-the-project/>

Module 4 - Comment communiquer avec un enfant / adolescent en conflit avec la loi - transmettre des informations adaptées aux enfants



En alternant présentations théoriques et exercices pratiques, le but de ce module est d'améliorer les compétences des participants en matière de communication adaptée aux enfants, et plus précisément, comment bien informer et écouter un jeune client.



Compétences non techniques, communication adaptée.



Environ 2 heures et 30 minutes

Pourquoi choisir ce module et sa valeur ajoutée

Une communication adaptée est essentielle dans le travail des avocats d'enfants. Néanmoins, l'aspect de la communication adaptée aux enfants est rarement (voire jamais) incluse dans la formation initiale des avocats. En général, les facultés de droit des universités enseignent même aux étudiants le contraire : les étudiants en droit sont formés à l'utilisation d'*un jargon* très technique et à comment communiquer dans le système judiciaire. Ces compétences de communication sont tout à fait à l'opposé de ce qu'est une communication adaptée aux enfants. Dans toute l'Europe, il est rare de trouver une formation continue sur la communication adaptée aux enfants pour les professionnels de la justice.

Ce module est l'un des plus importants, et nous encourageons vivement les formateurs à l'inclure dans leur formation. La plupart d'entre nous ne sont pas conscients des « erreurs » que nous commettons dans notre style de communication, et de nombreux avocats ne sont peut-être pas non plus conscients de ces lacunes et, par conséquent, ils ne trouveront peut-être pas cela si intéressant... ce qui est peut-être la raison pour laquelle ils devraient assister à une formation à ce sujet !

Formateur

Pour ce module, nous vous recommandons de faire appel à un co-formateur spécialisé dans la communication avec les enfants.

Contenu



Jeu de rôle - 60 minutes

En plaçant les participants dans ou devant des situations courantes d'interaction entre un enfant et son avocat, les participants sont en mesure d'identifier les obstacles à la communication avec le jeune client et sont encouragés à échanger sur les bonnes pratiques et les solutions pour surmonter ces obstacles. Le jeu de rôle contient deux situations : dans la présentation PowerPoint, les formateurs trouveront les

instructions générales pour le jeu de rôle, la description des situations et les fiches des personnages.

Présentation PowerPoint sur la communication avec de courts exercices - environ 1h30



Le jeu de rôle a permis aux participants d'identifier certains obstacles importants à une bonne communication avec leurs jeunes clients. Ensemble, les participants ont pu partager des solutions possibles et des bonnes pratiques. Cette présentation théorique a maintenant pour but de résumer ces obstacles, d'en présenter de nouveaux et de discuter des approches et techniques afin d'améliorer la communication avec leurs jeunes clients.

Cette présentation PowerPoint est une adaptation de divers guides et outils pratiques développés par des organisations travaillant pour les droits de l'enfant (tous répertoriés dans la rubrique « Autres ressources »). Cependant, le manuel : *Promouvoir les droits de la défense des enfants Manuel à l'usage des praticiens* est la principale source de cette présentation, notamment son chapitre 5 sur la communication. Ce manuel compte parmi les aboutissements d'un projet coordonné par Fair Trials en partenariat avec l'Observatoire international de justice juvénile, APADOR-CH Comitetul Helsinki, le Comité Helsinki hongrois et l'Université de Leyden et financé par le programme Droits, égalité et citoyenneté (DEC) de l'Union européenne (2016-2018).



- La présentation PowerPoint intitulée « Module 4 – Communication ».
- Fiches imprimées de situation et de rôle pour le jeu de rôle (disponibles dans la présentation PowerPoint)



[*Promouvoir les droits de la défense des enfants Manuel du praticien*](#) coordonné par Fair Trials et développé en coordination avec l'Observatoire international de la justice juvénile, APADOR-CH Comitetul Helsinki, le Comité Helsinki hongrois et l'Université de Leiden, chapitre 5 « Communication ».

[*Standards de qualité en matière d'assistance juridique aux enfants suspectés et/ou accusés - Un guide étape par étape*](#), partie 5 « Communication efficace avec le client », projet CLEAR-Rights, DEI Belgique, Terre des Hommes Hongrie, Terre des Hommes Roumanie, Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme et DEI ECPAT Pays-Bas.

[*Lignes directrices pour une aide juridique adaptée aux enfants en conflit avec la loi*](#), LA Child project, Law Institute of Lithuania, Défense des Enfants International Belgique, Centre for Integrated Law and Practices (Albanie).

[Comment transmettre des informations adaptées aux enfants en situation de migration - manuel à l'usage des professionnels de terrain \(2019\)](#), Conseil de l'Europe.

[Quelqu'un peut-il m'entendre ? La participation des enfants dans la justice juvénile : Manuel sur la manière de rendre les systèmes européens de justice juvénile adaptés aux enfants](#), Observatoire international de justice juvénile.

Module 5 – Notions de psychologie : psychologie de l'enfance, développement de l'adolescence et introduction à l'assistance juridique tenant compte des traumatismes.



1. Apprenez la psychologie et le développement des adolescents (cognitif et psychosocial) et comment ils peuvent affecter un enfant en conflit avec la loi.
2. Bénéficiez d'une introduction à l'assistance juridique tenant compte des traumatismes.



Psychologie de l'enfance, développement de l'adolescence, assistance juridique tenant compte des traumatismes.



Environ 2 heures et 30 minutes

Pourquoi choisir ce module et sa valeur ajoutée

On n'attend pas des avocats qu'ils deviennent des psychologues. Toutefois, le fait d'avoir quelques connaissances de base sur la psychologie et le développement de l'enfant et de l'adolescent peut aider les avocats à mieux comprendre leurs jeunes clients, leur façon de se comporter et leur compréhension des situations. Tout cela aidera les avocats à apporter une aide juridique adaptée à leurs jeunes clients et à communiquer avec eux d'une manière beaucoup plus efficace et adaptée aux enfants.

Formateur

Pour ce module spécifique, nous vous recommandons de faire appel à un psychologue spécialisé dans le développement de l'enfant et de l'adolescent et dans la justice pour mineurs.

Contenu



Présentation de la psychologie des adolescents et des spécificités liées aux enfants en conflit avec la loi - 60 minutes

Dans la première partie de ce module, les formateurs doivent présenter les éléments clés de la psychologie de l'adolescent tout en faisant les liens nécessaires avec le comportement délinquant et en soulignant l'impact que certains aspects du développement de l'enfant peuvent avoir sur la compréhension des situations, y compris les procédures judiciaires.

Pensez à rendre la présentation suffisamment interactive pour les participants en incluant des questions, des discussions, des sondages ou de courts exercices. Envisagez également la possibilité d'inviter un expert en psychologie de l'enfant qui pourrait faire un exposé de 20 à 30 minutes aux participants et répondre à toutes les questions qu'ils pourraient avoir.



Présentation sur les traumatismes liés à la délinquance - 30 minutes

Un enfant en conflit avec la loi peut avoir subi divers traumatismes qui influenceront son comportement. Le traumatisme peut s'être produit avant l'infraction, au moment de l'infraction ou après (par exemple, au moment de l'arrestation).

Un expert doit présenter aux participants ce qu'est l'« assistance juridique tenant compte des traumatismes » et comment ils peuvent mieux comprendre et représenter leurs jeunes clients, notamment en étant mieux à même d'identifier les traumatismes.

La fenêtre de tolérance - Réponses liées aux traumatismes et à l'anxiété et introduction à l'« assistance juridique tenant compte des traumatismes » - 15 minutes

Présenter le contenu des *Standards de qualité CLEAR-Rights en matière d'assistance juridique aux enfants suspectés et/ou accusés - Un guide étape par étape*, partie 5 « Communication efficace avec le client » parties sur la *fenêtre de tolérance* (schéma page 33) et sur l'assistance juridique tenant compte des traumatismes (page 33).



Quand l'avocat doit-il orienter son jeune client vers un autre professionnel ? Liste pour l'évaluation de la santé mentale (Lignes directrices de CLEAR Rights) - 15 minutes

Rédigez une étude de cas impliquant un enfant en conflit avec la loi (max. 1 page) et répartissez les participants en groupes de 3 - 4 afin qu'ils lisent la situation et remplissent la « Liste pour l'évaluation de la santé mentale » tirée des [*Standards de qualité CLEAR-Rights en matière d'assistance juridique aux enfants suspectés et/ou accusés - Un guide étape par étape*](#), (page 31). Lorsqu'ils l'ont complétée, présentez un bref résultat du cas et discutez des possibilités de référence à d'autres professionnels de la santé mentale.

Utilisez tout autre exercice que vous jugez intéressant pour découvrir la « Liste pour l'évaluation de la santé mentale », un jeu de rôle peut-être ?

Éléments d'autosoins et traumatisme secondaire des avocats - 20 minutes

Les avocats d'enfants sont en première ligne et sont confrontés quotidiennement à des situations graves de violence contre les enfants ou contre eux-mêmes. Par conséquent, la pression psychologique peut être très élevée, et ils peuvent souffrir de traumatismes secondaires. Bien que ce ne soit pas l'objet principal du module, nous considérons que pour qu'un enfant soit bien représenté, son avocat doit avoir les moyens de se protéger psychologiquement. Prenez environ 20 minutes avec les

participants pour leur faire une présentation ou un exercice sur l'autoprotection et les traumatismes secondaires.



CLEAR Rights, [Standards de qualité en matière d'assistance juridique aux enfants suspectés et/ou accusés - Guide étape par étape](#), « Évaluation de la santé mentale et des vulnérabilités », page 28 à 31.

Fair Trials, [Promouvoir les droits de défense des enfants Manuel à l'usage des praticiens](#), chapitre 3 : Justice juvénile et développement de l'adolescent p. 43 - 51, disponible en ligne : <https://www.fairtrials.org/articles/information-and-toolkits/advancing-the-defence-rights-of-children/>

Module 6 – Les mécanismes internationaux de défense des droits de l'enfant



1. Connaître les mécanismes internationaux de défense des droits de l'enfant, leurs avantages et les difficultés qu'ils présentent ;
2. Être capable de choisir le mécanisme le plus approprié en fonction de la situation ;
3. Recevoir des conseils pratiques sur la manière d'utiliser ces mécanismes internationaux.



Droit international



Environ 2h

Pourquoi choisir ce module et sa valeur ajoutée

Lorsque les recours nationaux ne permettent pas aux avocats de protéger et de défendre correctement les droits de leurs jeunes clients, de nombreux mécanismes et instruments internationaux sont accessibles. Cependant, les avocats ne connaissent pas toujours très bien ces mécanismes et la manière de les utiliser. Ce module leur permet de se familiariser avec ces mécanismes et d'ajouter ainsi une nouvelle corde à leur arc. Globalement, une utilisation plus régulière des mécanismes internationaux par les avocats d'enfants permet une meilleure application des normes internationales au niveau national.

Contenu

Ce module est une adaptation en anglais de la formation créée par DEI Belgique que cette dernière organise régulièrement pour les avocats et les autres professionnels qui travaillent avec des enfants en Belgique.



Présentation des mécanismes onusiens et européens - 60 minutes

Cette présentation PowerPoint couvre les mécanismes des Nations unies et européens qui peuvent être utiles aux avocats qui travaillent avec des enfants en conflit avec la loi.

Voir la présentation PowerPoint intitulée « Module 7 – Les mécanismes internationaux de défense des droits de l'enfant » et les commentaires. Adaptez-la à votre contexte national et traduisez-la.



Analyser les avantages et les inconvénients de ces mécanismes - exercice de 20 minutes

Tous ces mécanismes sont légèrement différents, ils présentent des avantages et des inconvénients que les avocats doivent garder à l'esprit

lorsqu'ils choisissent le mécanisme le plus approprié dans une situation donnée.

Cet exercice permet également aux participants de traiter les informations apprises lors de la présentation précédente, de les mémoriser et de les remettre en question.

Répartissez les participants en groupes de 3 ou 4 personnes et demandez-leur d'analyser les avantages et les inconvénients des mécanismes à l'aide de leurs connaissances et de la présentation précédente (10 minutes).

Résultat : après la discussion en petits groupes, chaque groupe est invité à présenter, pour un mécanisme donné, les avantages et inconvénients qu'il a pu noter, et ces informations sont complétées par les autres groupes et les formateurs à l'aide des informations supplémentaires du PowerPoint.



Étude de cas : quel mécanisme dois-je utiliser pour défendre les droits de mon jeune client ? 30 minutes

Dans la grande majorité des cas, les avocats devront choisir le meilleur mécanisme international pour chaque affaire, étant donné qu'une même affaire ne peut être introduite devant plus d'un organe international (il existe quelques exceptions, mais la longueur de la procédure implique que l'avocat fasse le meilleur choix dès le début).

Rédigez deux courtes études de cas, adaptées à votre contexte national, pour présenter la situation de deux enfants en conflit avec la loi. Demandez aux participants de choisir le mécanisme international le plus approprié pour ces deux cas. Les participants doivent réaliser cette étude de cas en petits groupes de 3 à 4 personnes. Ensuite, tous les groupes partagent leurs réflexions lors de la discussion avec l'ensemble du groupe et les formateurs.

Voir sur la présentation PowerPoint du module les informations techniques utiles pour développer l'étude de cas.



Considérations éthiques - brainstorming et présentation PowerPoint 10 minutes

Dans toutes les actions que l'avocat entreprend lorsqu'il représente un enfant en conflit avec la loi, il doit agir de manière éthique, dans le respect des droits de l'enfant et en gardant à l'esprit son rôle dans la promotion de l'intérêt supérieur de l'enfant qui doit rester sa principale considération. Cette considération de l'éthique est également essentielle lorsqu'il s'agit de savoir s'il faut recourir à un mécanisme international. Démarrez l'activité par un brainstorming : demandez aux participants quelles sont les considérations éthiques qu'un avocat doit prendre en compte lorsqu'il évalue l'opportunité de faire appel à des recours internationaux.

Ensuite, présentez les recommandations en matière d'éthique figurant sur la présentation PowerPoint.



- Présentation PowerPoint ;
- Tableaux imprimés des avantages/inconvénients des mécanismes, en nombre suffisant pour chaque groupe de 3 - 4 participants ;
- Étude de cas imprimée.



Les mécanismes de l'ONU

[Site web du HCDH](#)

[Page du site du HCDH sur les organes conventionnels](#)

[Page du site du HCDH sur l'état de la ratification](#)

[Fiche d'information n°7, Procédures d'examen des requêtes individuelles en vertu des traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme](#)

[Base de données HCDH de la jurisprudence des organes conventionnels](#)

Cour européenne des droits de l'homme

[Cour européenne des droits de l'homme, Questions et réponses](#)

[Jurisprudence de la CEDH \(base de données HUDOC\)](#)

[Guide de recevabilité](#)

[Fiches d'information sur divers sujets](#)

[Guides des articles](#)

Comité européen des droits sociaux

[Site web du comité](#)

Module 7 – Pro Bono 101 / Principes fondamentaux et bonnes pratiques



1. Apprendre les notions de base du pro bono et comment les professionnels du droit peuvent s'y engager.
2. Recevoir une introduction au pro bono dans l'espace des droits de l'enfant.



Renforcement des capacités, catégories de pro bono, bénéfices des pratiques, bonnes pratiques du pro bono, services juridiques bénévoles pro bono pour les droits de l'enfant



Approx. 1 heure

Pourquoi choisir ce module et sa valeur ajoutée

Les participants auront des connaissances basiques en matière de pro bono et sauront comment initier des pratiques pro bono dans les cabinets d'avocats.

Formateur

Pour ce module spécifique, le formateur devrait engager un avocat pro bono au niveau local ou international pour partager ses expériences pratiques et donner des exemples.

Contenu



Presentation sur ce qu'est ou n'est pas le pro bono - 15 minutes

Dans la première partie de ce module, les formateurs doivent présenter les éléments clés du pro bono tout en soulignant les impacts positifs que peut avoir le développement d'une pratique pro bono.

Pensez à rendre la présentation suffisamment interactive pour les participants en incluant des exemples, des questions, des discussions, des enquêtes ou de courts exercices.



Présentation sur la façon de trouver des affaires pro bono - 15 minutes

Dans la deuxième partie de ce module, les formateurs doivent présenter trois types de moyens d'identifier les affaires pro bono : les centres d'échange d'informations, les partenariats et les tables rondes. Ils découvriront les aspects procéduraux des centres d'échange

d'informations et les raisons pour lesquelles les avocats pro bono devraient utiliser ces services.

Bonnes pratiques - 30 minutes



La troisième partie de ce module fournira des exemples de bonnes pratiques pour une pratique pro bono la plus efficace et la plus impactante possible. Dans la dernière partie, les formateurs doivent présenter le pro bono dans le domaine des droits de l'enfant et souligner la nécessité pour les avocats de renforcer leurs capacités dans ce domaine en donnant des exemples tels que les formations CLEAR-Rights sur l'assistance juridique adaptée aux enfants.



- PowerPoint intitulé "Module 8 – Pro Bono 101 – Principes fondamentaux et bonnes pratiques"



Ressources:

- PILnet, A4Id 2011. [Pro Bono Clearinghouse Manual Resources for developing pro bono legal services:](https://www.pilnet.org/resource/pro-bono-clearinghouse-manual-resources-for-developing-pro-bono-legal-services/)
<https://www.pilnet.org/resource/pro-bono-clearinghouse-manual-resources-for-developing-pro-bono-legal-services/>
- PILnet, 2020. Pro Bono Legal Assistance for Your Organization:
<https://www.pilnet.org/wp-content/uploads/2020/07/Pro-Bono-Legal-Assistance.pdf>
- DLA Piper and PILnet 2021. European BARs and Pro Bono:
<https://www.pilnet.org/resource/european-bars-and-pro-bono/>
- PILnet 2015. Pro Bono Handbook:
<https://www.pilnet.org/resource/pro-bono-handbook/>

Conclusion et évaluation



Environ 30 minutes

Contenu

Synthèse - 15 minutes

Résumez brièvement les principaux enseignements de la formation en soulignant à la fois les messages clés que vous voulez transmettre et les éléments clés mentionnés par les participants. Donnez aux participants le temps de partager leurs dernières réflexions.

Formulaires d'évaluation - 10 minutes

Tous les participants doivent remplir un formulaire d'évaluation. Il vous permet de mesurer leurs progrès pendant la formation et de recueillir leurs réactions générales sur la formation. Par la suite, leurs commentaires vous aideront à adapter et à améliorer le contenu de la formation à l'avenir. Nous vous recommandons d'utiliser une plateforme en ligne telle que Survey Monkey qui permet une analyse globale des résultats.



Préparez à l'avance votre formulaire d'évaluation (de préférence en utilisant une plateforme en ligne telle que Survey Monkey).
Attestations de présence.

Aspects pratiques

Vérifiez que chaque participant a signé la liste de présence et distribuez les attestations de présence.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Nous sommes convaincus que l'accès à une formation multidisciplinaire pour les professionnels travaillant avec les enfants est la clé d'une meilleure mise en œuvre des droits de l'enfant dans tous les domaines.

Pour que les systèmes de justice soient réellement adaptés aux enfants, il est essentiel que "tous les professionnels travaillant avec et pour les enfants reçoivent une formation interdisciplinaire nécessaire sur les droits et les besoins des enfants de différents groupes d'âge, ainsi que sur les procédures qui leur sont adaptées" (Lignes directrices de la Commission européenne sur les droits de l'enfant).

Nous vous invitons donc à partager, mettre en œuvre et diffuser ce guide de formation et l'ensemble des modules auprès de tous les professionnels travaillant avec des enfants suspectés, accusés ou condamnés, tels que les agents de police, les procureurs, les juges, les avocats, les services de médiation, les services de protection de la jeunesse, les agents de probation, etc.

Bibliographie et autres outils utiles pour les formateurs

[Promouvoir les droits de défense des enfants Manuel à l'usage des praticiens](#) coordonné par Fair Trials et développé en coordination avec l'Observatoire International de Justice Juvenile, APADOR-CH Comitetul Helsinki, le Comité Helsinki hongrois et l'Université de Leyden, chapitre 5 « Communication ».

[Standards de qualité en matière d'assistance juridique aux enfants suspectés et/ou accusés - Un guide étape par étape](#), partie 5 « Communication efficace avec le client », projet CLEAR-Rights, DEI Belgique, Terre des Hommes Hongrie, Terre des Hommes Roumanie, Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme et DEI ECPAT Pays-Bas.

Lignes directrices pour une aide juridique adaptée aux enfants en conflit avec la loi, LA Child project, Law Institute of Lithuania, Défense des Enfants International Belgique, Centre for Integrated Law and Practices (Albanie).

[Communication d'informations adaptées aux enfants en situation de migration - Manuel à l'usage des professionnels de terrain \(2019\)](#), Conseil de l'Europe.

[Quelqu'un peut-il m'entendre ? La participation des enfants dans la justice juvenile : Manuel sur la manière de rendre les systèmes européens de justice juvenile adaptés aux enfants](#), Observatoire international de justice juvenile.

Défense des enfants international (DEI) - Belgique, Guide pratique de l'avocat - Comment défendre un enfant en conflit avec la loi ?, Projet Mon avocat, mes droits, <https://lachild.eu/wp-content/uploads/2016/05/PRACTICAL-GUIDE-FOR-LAWYERS.pdf>

Guide pour les mineurs en conflit avec la loi, *Connais tes droits* <https://lachild.eu/wp-content/uploads/2021/11/Know-ur-rights-FinalBrochureEN.pdf>

Et le présent manuel étape par étape pour adapter le guide à votre contexte national <https://lachild.eu/wp-content/uploads/2021/11/Step-by-step-Manual-How-to-adapt-it.pdf>

Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observation générale n°24 sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour enfants CRC/G/GC/24

<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G19/275/57/PDF/G1927557.pdf?OpenElement>

Les mécanismes de l'ONU

[Site web du HCDH](#)

[Page du site du HCDH sur les organes conventionnels](#)

[Page du site du HCDH sur l'état de la ratification](#)

[Fiche d'information n°7, Procédures d'examen des requêtes individuelles en vertu des traités des Nations unies relatifs aux droits de l'homme](#)

[Base de données HCDH de la jurisprudence des organes conventionnels](#)

Cour européenne des droits de l'homme

[Cour européenne des droits de l'homme, Questions et réponses](#)

[Jurisprudence de la CEDH \(base de données HUDOC\)](#)

Guide de [recevabilité](#)

[Fiches d'information sur divers sujets](#)

[Guides sur les articles](#)

Comité européen des droits sociaux

[Site web du Comité](#)



CLEAR-Rights est cofinancé par le Programme Justice de l'Union européenne (2014-2020)